



## CONVENTION 2025/2027 DE MISE A DISPOSITION DE PERSONNELS DE L'ETAT

Entre l'État d'une part,

Le ministère chargé de la Culture,

Le ministère chargé de l'Enseignement supérieur et de la recherche,

Représentés par le préfet (e)

Et

La ville de DIJON domiciliée à Place de la Libération 21033 DIJON représentée par le Maire en exercice, Monsieur François REBSAMEN, dûment habilité par la délibération n° VD20211213-019 en date du 13 décembre 2021, ainsi que la délibération n° VD20200914-025 en date du 14 septembre 2020 donnant délégation de pouvoir au Maire à l'effet d'accomplir certains actes de gestion en vue d'en accélérer l'exécution ainsi que l'arrêté du 28 décembre 2020 donnant délégation de fonctions et de quartiers aux adjoints subdéléguant à l'Adjointe déléguée à la culture, à l'animation et aux festivals, la compétence du Maire en la matière,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code du patrimoine ; notamment le Livre Ier, Titre III et le Livre III ;

Vu le code général de la fonction publique ;

Vu la loi n°90-1067 du 28 novembre 1990 modifiée relative à la fonction publique territoriale portant modification de certains articles du code des communes et notamment son article 1 ;

Vu la loi n°2007-148 du 2 février 2007 de modernisation de la fonction publique ;

Vu la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique ;

Vu la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République ;

Vu le décret n°85-986 du 16 septembre 1985 modifié relatif au régime particulier de certaines positions des fonctionnaires de l'État, à la mise à disposition, à l'intégration et à la cessation définitive de fonction, notamment son titre Ier ;

Vu le décret n°92-26 du 9 janvier 1992 modifié portant statut particulier du corps des conservateurs des bibliothèques et du corps des conservateurs généraux des bibliothèques ;

Vu le décret n°2007-1470 du 15 octobre 2007 modifié relatif à la formation professionnelle tout au long de la vie des fonctionnaires de l'État, notamment le chapitre VII ;

Vu le décret n°2007-1780 du 17 décembre 2007 modifié relatif à la gestion des personnels des bibliothèques relevant du ministre chargé de l'Enseignement supérieur ;

Vu le décret n° 2010-888 du 28 juillet 2010 relatif aux conditions générales de l'appréciation de la valeur professionnelle des fonctionnaires de l'Etat ;

Vu le décret n°2017-928 du 6 mai 2017 relatif à la mise en œuvre du compte personnel d'activité dans la fonction publique et à la formation professionnelle tout au long de la vie, modifié par le décret n° 2019-1392 du 17 décembre 2019 ;

Vu l'arrêté du 20 septembre 2006 modifiant l'arrêté du 16 décembre 1996 fixant la liste des

bibliothèques habilitées à recevoir le dépôt légal imprimeur.

Vu l'arrêté du 18 mars 2013 relatif aux modalités d'application à certains fonctionnaires relevant des ministres chargés de l'éducation nationale et de l'Enseignement supérieur du décret n°2010-888 du 28 juillet 2010 relatif aux conditions générales de l'appréciation de la valeur professionnelle des fonctionnaires de l'Etat ;

Vu l'arrêté du 31 janvier 2019 portant fixation du plafond de prise en charge du compte personnel de formation ;

Vu la délibération du conseil municipal du 13 décembre 2021 autorisant Monsieur le Maire ou son/sa représentante à signer la convention de mise à disposition ;

Il est convenu ce qui suit :

### **Article 1 : objet de la convention de mise à disposition**

La présente convention organise la collaboration du ministère de la culture et des collectivités territoriales pour la mise en œuvre de la politique de lecture publique. Elle permet ainsi de conjuguer efficacement les objectifs des politiques culturelles locales et les priorités de l'État.

Elle a pour objet la mise à disposition auprès de la ville de DIJON, par l'État, de conservateurs des bibliothèques et de conservateurs généraux des bibliothèques régis par le décret du 9 janvier 1992 modifié susvisé, dans la limite de deux agents.

### **Article 2 : nature des activités**

Les conservateurs généraux et conservateurs d'État des bibliothèques mis à disposition auprès de la collectivité territoriale contribuent à la mise en œuvre de la politique publique définie par le ministère de la culture à travers les domaines d'activités suivants :

- Le pilotage du processus de transfert de compétences des missions de la bibliothèque au niveau intercommunal et la mise en œuvre de la mutualisation des services et des infrastructures des bibliothèques présentes sur le territoire de l'intercommunalité ;
- La mise en œuvre de la politique de sauvegarde, de signalement et de valorisation du patrimoine ;
- La conduite de projets numériques dans le cadre de la politique numérique de l'Etat et du programme national des Bibliothèques numériques de référence ;
- La conduite de projets de construction ou de rénovation d'équipements ou de réseaux d'équipements ;
- La mise en œuvre d'une politique de transition écologique et de développement durable.

Le cas échéant, ils peuvent se voir confier des fonctions de direction.

Sont annexées à la présente convention la/les fiche (s) de poste précisant la nature des activités du/des agents mis à disposition, ainsi que la liste des objectifs accompagnée des indicateurs utiles à l'évaluation du dispositif.

### **Article 3 : modalités de la mise à disposition**

Les agents font l'objet d'arrêtés de mise à disposition pris par le ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche, après avis du ministère de la Culture, qui prend en charge leur rémunération.

Chaque arrêté précise la durée de la mise à disposition et la nature de leurs fonctions, en référence à/aux fiche (s) de poste figurant en annexe.

Les arrêtés de mise à disposition précités seront annexés à la présente convention, dès que communication en sera reçue du ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche.

Les mises à disposition régies par la présente convention sont prononcées pour une durée de trois ans. Les conservateurs généraux et conservateurs d'État des bibliothèques expriment leur accord à leur mise à disposition auprès de la collectivité territoriale, en remplissant et signant le formulaire de mise à disposition du ministère de l'Enseignement supérieur.

Les postes faisant l'objet d'une mise à disposition sont pourvus par la collectivité territoriale selon les règles de mobilité de droit commun et dans le cadre des deux mouvements réservés chaque année aux conservateurs généraux et conservateurs d'État des bibliothèques.

Les mises à disposition peuvent prendre fin, avant l'expiration de leur durée, par arrêté du ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche à sa demande, à celle de la collectivité territoriale ou de l'agent, après avis du ministère de la culture, sous réserve du respect d'un préavis de trois mois, notifié par lettre recommandée avec accusé de réception. La fin anticipée de la mise à disposition ne peut être prononcée moins de trois mois avant le début de l'ouverture des mouvements réservés aux conservateurs généraux et conservateurs des bibliothèques.

Lorsque la demande est formulée par l'agent, une dispense partielle d'exécution du préavis peut lui être accordée, après avis du ministère de la culture.

Par ailleurs, la collectivité territoriale portera une attention particulière aux questions d'égalité hommes/femmes, de diversité et d'inclusion.

#### **Article 4 : conditions d'exercice**

Les agents mis à disposition en application de la présente convention sont placés sous l'autorité de Monsieur le Maire. L'autorité responsable fixe, par référence aux règles en vigueur au sein de sa collectivité territoriale l'organisation du service. L'autorité responsable prend les décisions relatives aux congés annuels et aux congés de maladie régis par les points 1° et 2° de l'article 34 de la loi 84-16 du 11 janvier 1984 susvisée.

Le ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche, prend, après avis de la collectivité territoriale, les décisions relatives aux congés de formation prévus à l'article 24 du décret du 15 octobre 2007 modifié susvisé, aux articles 22 et 30 du 9 janvier 1992 modifié susvisé.

Le ministère de la culture prend, après avis de la collectivité territoriale en lien avec la Direction générale des médias et des industries culturelles (DGMIC), Service du livre et de la lecture - l'application des mesures relatives à la mobilisation du compte personnel de formation (CPF) régi par le décret du 6 mai 2017 et l'arrêté du 31 janvier 2019 susvisés.

#### **Article 5 : évaluation des activités des agents**

L'agent mis à disposition bénéficie des conditions d'avancement applicables à l'ensemble des personnels de son corps d'appartenance.

La manière de servir de l'agent mis à disposition fait l'objet d'un rapport, selon le cadre utilisé par le ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche, établi par le supérieur hiérarchique direct, rédigé après un entretien individuel. Ce rapport est transmis à l'agent, qui peut y porter ses observations. La collectivité territoriale l'adresse ensuite au ministère de la culture qui le communique au ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche.

#### **Article 6 : régime disciplinaire**

Le ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche exerce le pouvoir disciplinaire à l'encontre des fonctionnaires mis à disposition à l'exception des sanctions du premier groupe

qui relèvent du ministère de la culture conformément à l'article 1 du décret n°2007-1780 du 17 décembre 2007 modifié susvisé. Pour les sanctions disciplinaires du premier groupe, la collectivité territoriale saisit le ministère de la culture qui en informe le ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche. La collectivité territoriale saisit, par l'intermédiaire du ministère de la culture, le ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche de toute question disciplinaire relevant des autres groupes de sanction.

En cas de faute disciplinaire, il peut être mis fin sans préavis à la mise à disposition par accord entre le ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche et la collectivité territoriale, après avis du ministère de la culture.

#### **Article 7 : rémunération**

La rémunération de l'agent est prise en charge par le ministère de la culture.

Cette mise à disposition s'effectue à titre gratuit. La collectivité territoriale est ainsi exonérée du remboursement au ministère de la culture de la rémunération, des cotisations et contributions y afférentes du fonctionnaire mis à disposition conformément aux dispositions de l'article 1 de la loi du 28 novembre 1990 susvisée. Cette exonération est totale pour la durée de la mise à disposition.

La collectivité territoriale prend en charge les frais de déplacement et d'hébergement hors de sa résidence administrative, les frais de participation à des séminaires, colloques ou formations dont l'agent peut bénéficier, selon les modalités prévues par les textes en vigueur au moment de la demande.

Le ministère de la culture, service des ressources humaines du secrétariat général, a en charge l'alimentation du compte personnel de formation (CPF). Après décision de la collectivité territoriale et du ministère de la Culture (DGMIC), son instruction et son financement relèvent du service des ressources humaines du secrétariat général, bureau de la formation professionnelle et du développement des compétences du ministère de la culture.

Le remboursement des frais de changement de résidence est pris en charge par le ministère de la culture. La collectivité territoriale a la faculté de faire bénéficier les agents mis à disposition des mêmes conditions que celles appliquées aux agents territoriaux en matière de frais de restauration.

Sans préjudice d'un éventuel complément de rémunération dûment justifié, l'agent mis à disposition peut être indemnisé par la collectivité territoriale des frais et sujétions auxquels il s'expose dans l'exercice de ses fonctions suivant les règles en vigueur dans la fonction publique territoriale.

#### **Article 8 : exécution de la convention**

Le ministère de la culture met en œuvre les missions de contrôle des activités réalisées dans le cadre de la présente convention sans préjudice du contrôle technique qu'il exerce sur les bibliothèques territoriales.

Les modalités d'évaluation de l'exécution de la convention font l'objet d'une annexe détaillée à la présente convention. Cette évaluation est communiquée par la collectivité territoriale au plus tard au printemps 2027.

Le bilan final de l'exécution de la convention est établi par le ministère de la culture et la collectivité territoriale.

#### **Article 9 : dispositions diverses**

La présente convention prend effet à compter du 1er janvier 2025, pour s'achever le 31 décembre 2027.

Au-delà de cette date, elle doit faire l'objet d'une reconduction expresse.

Toute modification aux présentes dispositions fait l'objet d'un avenant. Toute modification des annexes est soumise à l'approbation des parties et de l'agent concerné.

Chacune des parties devra notifier aux autres, avec un préavis de six mois, son intention de dénoncer la présente convention.

Fait à \_\_\_\_\_ en deux exemplaires originaux, le

Pour l'Etat

Le ministère de la culture et le ministère chargé  
de l'Enseignement supérieur et  
de \_\_\_\_\_ la \_\_\_\_\_ recherche,

Pour la Ville de DIJON, Monsieur le Maire  
ou son/sa représentante,

# Conventions de mise à disposition des conservateurs d'Etat dans les bibliothèques classées pour la période 2025-2027

## Etat détaillé des objectifs et des domaines d'activités.

### I. Objectifs généraux

#### Deux objectifs généraux pour la période 2025-2027

1. Les bibliothèques classées s'assureront de l'accessibilité de l'ensemble de leurs interfaces (catalogues, sites Internet...)
2. Les bibliothèques classées seront référencées sur le Pass Culture.

**Si au moins l'un de ces deux objectifs généraux ne sont pas remplis à l'issue de la convention 2025-2027, cette dernière sera renouvelée uniquement pour une durée d'un an, afin d'atteindre les objectifs non réalisés.**

#### Non tenue des objectifs généraux de la période 2022-2024

Si les objectifs généraux de la période 2022-2024, qui étaient:

- s'être dotées d'un Projet culturel, scientifique, éducatif et social (PCSES) ;
- avoir identifié un référent handicap
- avoir mis en place un système de comptage des entrées.

**ne sont pas réalisés à l'issue de la convention 2025-2027, la convention ne sera pas renouvelée.**

### I. Domaines d'activités pour la période 2025-2027

#### Domaines d'activités au choix

Chaque collectivité, en lien avec la DRAC et la DGMIC, sélectionnera les domaines d'activités qui seront mis en œuvre et évalués pour 2025/2027., Parmi les cinq proposés dans les conventions de mise à disposition, les conservateurs déploieront **au moins 2 domaines d'activités.**

1. Intercommunalité ;
2. Patrimoine ;
3. Numérique ;
4. Construction et rénovation ;
5. Transition écologique et au développement durable.

#### **1. Intercommunalité**

La bibliothèque concevra et pilotera le processus de transfert de compétences de ses missions au niveau intercommunal et mettra en œuvre la mutualisation des services et des équipements présents sur le territoire de l'intercommunalité.

## 2. Patrimoine

La bibliothèque mènera **2 actions obligatoires** :

1. **le signalement des manuscrits** (sans limite chronologique), des imprimés anciens (jusqu'en 1830) et des imprimés constitutifs de collections locales et/ou spécialisées, à des fins de diffusion locale et d'intégration au Catalogue collectif de France ; ce signalement intervient dans le cadre du programme national dédié, dont l'achèvement est prévu en 2025 ; il devra expliciter le propriétaire des documents et, pour les documents concernés, leur caractère patrimonial, conformément au « Guide de gestion des documents patrimoniaux à l'attention des bibliothèques territoriales » (juin 2020) ;
2. **le chantier d'identification de documents de bibliothèques** provenant de spoliations pendant la période 1933-1945, de recherche de leur provenance et des éventuels ayants droit des propriétaires spoliés en vue de leur restitution ;

Si le signalement des manuscrits et des imprimés anciens est achevé et si le chantier sur les documents spoliés a été conduit, ou est sans objet, la bibliothèque pourra substituer à ces actions l'une des deux ou les deux actions suivantes :

1. participation au **plan national de signalement et de numérisation de la presse** locale ancienne ;
2. participation au **plan régional de conservation partagée des périodiques** (dès lors qu'il existe).

## 3. Numérique

La bibliothèque concevra et pilotera un **projet numérique d'ampleur comportant au moins 5 des 6 actions suivantes** :

1. Développement de services et de collections numériques ;
2. Élaboration d'un plan de formation au numérique ;
3. Conception et développement d'actions d'éducation aux médias et à l'information ;
4. Mise en œuvre d'actions d'inclusion numérique ;
5. Coopération avec les acteurs de la médiation et de l'innovation numériques et des partenaires du réseau numérique ;
6. Prise en compte des objectifs de la sobriété numérique.

Ce projet numérique d'ampleur pourra se dérouler durant la phase d'accompagnement du projet par l'Etat, dans le cadre du dispositif Bibliothèque numérique de référence (BNR), ou à l'issue de cette période, dès lors que la bibliothèque poursuivra la dynamique ayant fait l'objet du dispositif BNR.

#### **4. Construction et rénovation**

En tenant compte des enjeux de développement durable et de réduction de la consommation énergétique du ou de ses équipements, la bibliothèque s'impliquera dans un projet de construction, de restructuration ou de rénovation d'ampleur du ou de ses équipements, et remplira notamment à ce titre les missions suivantes, en liaison avec les partenaires concernés :

1. Participation à la programmation architecturale (gros œuvre et aménagement intérieur), ainsi qu'au processus de sélection de la maîtrise d'œuvre ;
2. Élaboration et suivi des dossiers de financement des opérations ;
3. Suivi des études, des travaux, de la livraison et de la mise en fonctionnement du ou des équipement(s).

#### **5. Transition écologique et au développement durable**

La bibliothèque met en œuvre une politique de transition écologique et de développement durable, cohérente avec celle qui est mise en œuvre au niveau national et par la collectivité territoriale.

A ce titre, la bibliothèque suit l'actualité des normes en matière de bâtiments, développe une stratégie numérique responsable et s'engage dans la formation des personnels ainsi que dans la sensibilisation du public.

La bibliothèque conduit une politique de sortie de collections des documents désherbés, conforme aux engagements durables dans le respect des dispositions juridiques propres à chaque type de documents.

Les indicateurs seront les suivants :

1. Présence d'un volet transition écologique dans le PCSES
2. Formation des personnels à la transition écologique et au développement durable
3. Evaluation énergétique du bâtiment